

## Le président du Sénat burundais au centre d'une grosse polémique

RFI, 28-09-2019 Burundi : le président du Sénat raconte avoir mis à prix la tête d'un homme. Le président du Sénat burundais est au centre d'une polémique après la fuite sur les réseaux sociaux d'un enregistrement où on l'entend expliquer le 11 septembre dernier, comment il avait mis à prix la tête d'un homme en 2015 dans la commune de Matana, dans le sud.

« La fuite de cet enregistrement est catastrophique », reconnaît un haut responsable burundais. On y entend très clairement le président du Sénat burundais raconter, devant un auditoire conquis, comment il a commandité en 2015 dans la commune de Matana, l'élimination d'un homme qu'il accusait de semer la désolation à cette époque. « J'y suis allé, j'ai dit : je veux Kaburimbo mort ou vif, je donnerais 5 millions [environ 2 450 euros] à celui qui me ramène sa tête et c'est devenu une compétition, raconte Rôverien Ndikuriyo. On ne peut pas laisser une seule personne perturber la sécurité d'une commune, il faut l'éliminer dans ce cas. Il ne reste plus qu'à demander à Dieu si on a commis un péché en protégeant ses brebis. » Un « aveu » pour l'opposition. Pour l'opposition et la société civile qui sont montées au créneau, le pouvoir burundais ne pourra plus nier son implication dans les crimes graves commis dans le pays depuis quatre ans. « De quel droit il peut juger des gens, condamner à mort des citoyens burundais sans aucune forme de procès ? » interroge Pacifique Nininahazwe, militant des droits de l'homme. Les propos de Rôverien Ndikuriyo sont comme une confirmation sur l'implication de hautes autorités burundaises dans les crimes au Burundi. Il avoue que lui-même soutient et finance des exécutions sommaires. « C'est le silence radio côté pouvoir depuis deux jours. Seul un porte-parole du Sénat a tenté de calmer le jeu en assurant que le fameux Kaburimbo aurait aussi fui le Burundi à l'époque. Il y a quatre ans, Rôverien Ndikuriyo avait déjà fait scandale en menaçant de « pulvériser les quartiers contestataires » et de dire à la police de « travailler » sérieusement dans les quartiers contestataires de Bujumbura.